Iron Mountain : Nouvelles dispositions sur la protection des donnÃ©es
Internet
PostÃ© par : JPilo
PubliÃ©e le : 24/1/2012 13:30:00

Des propositions en faveur dâ□□une lÃ©gislation europÃ©enne plus rigoureuse en matiÃ¨re de protection des donnÃ©es obligera les entreprises europÃ©ennes Ã Â renforcer leurs pratiques de gestion des informations, indique**Iron Mountain** en prÃ©ambule de la**European Privacy and Data Protection Day** (EPDP).

Cette nouvelle lÃ©gislation remplacera la directive EuropÃ©enne de Protection des DonnÃ©es 95/46, une composante majeure de la Loi europÃ©enne sur la Vie PrivÃ©e et les Droits de lâ□□Homme, qui sert de rÃ©fÃ©rence aux entreprises depuis 13 ans. Il est prÃ©vu que la nouvelle lÃ©gislation rÃ©duira, pour de nombreuses sociÃ©tÃ©s, les exigences administratives de conformitÃ©. NÃ©anmoins, elle imposera vraisemblablement aux entreprises de plus lourdes contraintes en matiÃ¨re de protection, reconnaissance et communication de leurs violations de donnÃ©es. De surcroÃ®t, la rÃ¨glementation infligera des pÃ©nalitÃ©s plus sÃ©vÃ¨res aux sociÃ©tÃ©s qui failliront aux exigences lÃ©gales.

Christian Toon, Directeur de la SÃ»retÃ© des Informations chez **Iron Mountain**, pense que la rÃ¨glementation proposÃ©e est une excellente nouvelle, Ã de nombreux titres, pour les usagers, lâ□□absence dâ□□une politique de gestion des informations solide et en conformitÃ© lÃ©gale Ã©tant inexcusable. Cette rÃ¨glementation devrait pousser les entreprises Ã sÃ©rieusement Ã©tudier leur systÃ¨me de gestion des informations et leur politique de sÃ©curitÃ© existantes.

Soyez prÃªts pour la nouvelle lÃ©gislation europÃ©enne !

Les plans de protection des donnÃ©es prÃ©voient des changements radicaux pour les entreprises europÃ©ennes

Â« *De nombreuses entreprises de toute taille sont trÃ¨s en-deÃ§Ã de ce qui est requis pour gÃ©rer de faÃ§on responsable leurs informations,* Â» dÃ©clare **Christian Toon**. Â« *De nos jours, dans notre environnement professionnel de plus en plus surveillÃ©, lâ□□absence dâ□□une politique de gestion des informations solide et en conformitÃ© lÃ©gale est inexcusable. Sans tenir compte du chiffre dâ□□affaires, du secteur ou du pays, sâ□□assurer que les informations concernant les salariÃ©s et les clients sont protÃ©gÃ©es devrait Ãªtre une pratique courante, et non une rÃ©action Ã une nouvelle lÃ©gislation. Les entreprises qui ne savent pas par oÃ¹ commencer*

devraient Ã©tudier les recommandations ISO 270021. Â»

Le projet de la proposition europÃ©enne, rÃ©vÃ©lÃ©e Ã la fin de lâ□□an dernier, souligne trois exigences principales qui devraient, si elles sont intÃ©grÃ©es dans la rÃ©glementation finale, avoir un impact Ã long terme sur la vie de nombreuses entreprises europÃ©ennes. Ce projet controversÃ© suscite de nombreuses discussions au sein de la CommunautÃ© EuropÃ©enne.

Les principales exigences du projet rÃ©vÃ©lÃ© lâ□□an dernier sont :

â□¢ Lâ□□obligation de dÃ©clarer les violations de donnÃ©es.

Elle recommande que les AutoritÃ©s de Protection des DonnÃ©es concernÃ©es et toutes les personnes touchÃ©es devront Ãªtre prÃ©venues sous 24 heures dâ□□une violation de sÃ©curitÃ© des donnÃ©es, y compris sâ□□il sâ□□agit dâ□□une destruction non autorisÃ©e ou dâ□□une perte de donnÃ©es. Les autoritÃ©s de protection des donnÃ©es doivent Ãªtre averties, mÃªme en lâ□□absence de risque pour les donnÃ©es.

Â« *La grande question est de savoir si la communautÃ© professionnelle sera dâ□□accord ou capable de sâ□□auto-policer,* Â» commente **Christian Toon**. Â« *Si ce nâ□□est pas le cas, les entreprises pourraient se voir confrontÃ©es Ã des inspections rÃ©guliÃ¨res des administrations lÃ©gales compÃ©tentes. La dÃ©finition de la Â« violation Â» devra Ã©galement Ãªtre clarifiÃ©e. Va-t-elle dÃ©pendre par exemple, du nombre dâ□□enregistrements ou de documents affectÃ©s, ou du type dâ□□informations piratÃ©es ? Les entreprises devraient se prÃ©parer aux deux cas de figures.* Â»

â□¢ Lâ□□obligation de nommer des responsables de la sÃ»retÃ© des informations.

Les responsables de la sÃ»retÃ© des donnÃ©es devront Ãªtre obligatoires pour toutes les instances publiques et toutes les entreprises de plus de 250 salariÃ©s. Â« *Cela va gÃ©nÃ©rer des coÃ»ts qui nâ□□ont pas Ã©tÃ© prÃ©vus. Cela veut dire que les entreprises auraient tout intÃ©rÃªt Ã prÃ©empter la lÃ©gislation en intÃ©grant ces coÃ»ts,* Â» conseille **Christian Toon**. Â« *Nommer un responsable de la sÃ»retÃ© des donnÃ©es est dâ□□ores et dÃ©jÃ obligatoire en Allemagne. De nombreuses entreprises bÃ©nÃ©ficient de la possibilitÃ© de confier cette responsabilitÃ© supplÃ©mentaire Ã un salariÃ© disposant de la qualification requise. Disposer dâ□□une personne spÃ©cifique pour sâ□□occuper de la protection des donnÃ©es est, de toute faÃ§on, une bonne pratique professionnelle. Les entreprises ne devraient pas attendre la lÃ©gislation officielle pour lâ□□appliquer.* Â»

â□¢ Des amendes fortement augmentÃ©es.

Aux termes de la proposition de loi, les autoritÃ©s compÃ©tentes auraient le pouvoir dâ□□infliger des amendes allant jusquâ□□Ã un million dâ□□Euros ou, dans le cas dâ□□une sociÃ©tÃ©, jusquâ□□Ã 5 % du chiffre dâ□□affaires mondial annuel dans le cas de manquement Ã la lÃ©gislation.

Â« *5 % du chiffre dâ□□affaires mondial est une somme Ã©norme et potentiellement dÃ©vastatrice pour la plupart des entreprises,* Â» conclut **Christian Toon**. Â« *Que lâ□□Europe soit prÃªte Ã autoriser un tel niveau dâ□□amende, montre bien Ã quel point la protection des donnÃ©es est prise au sÃ©rieux. Les sociÃ©tÃ©s ne doivent pas sâ□□affoler, juste se prÃ©parer. Disposer de plans pour stocker et accÃ©der Ã leurs donnÃ©es, former leurs salariÃ©s sont de vrais premiers pas. Câ□□est aller dans le bon sens et, peut-Ãªtre bientÃ´t, dans le sens de la loi.* Â»